
[Indonésie : REDD +, le financement européen en faveur du développement et « l'économie bas-carbone »](#)

Comment REDD+ s'inscrit-il dans le programme de développement de l'Indonésie ? Quels sont les acteurs impliqués dans la promotion de REDD+ ? Cet article se penche sur ces questions et met en garde contre la façon dont REDD+ contribue à la promotion d'un développement censé être « propre », « vert » et « bas-carbone ».

[Cet article est également disponible en Bahasa Indonesia](#)

Les projets de type REDD+ semblent aujourd'hui moins préoccuper les militants de terrain en Indonésie qu'il y a 10 ans. Cela tient peut-être au fait que le commerce des crédits carbone des projets REDD+ – l'une des principales cibles des critiques – ne s'est pas concrétisé, du moins pas encore. De nos jours REDD+ est principalement « basé sur les résultats » (1) ; et n'est-il pas préférable d'avoir un résultat plutôt que rien du tout ? Pour les militants, les projets REDD+ peuvent également sembler préférables à ceux liés aux industries minières ou au secteur de l'huile de palme.

Développement, destruction et REDD+

Le fait que les agences, les fonds et les initiatives de développement poursuivent un objectif de *développement* semble évident. Mais pour les militants, la signification du développement est peut-être moins évidente. Le *développement* est inévitablement lié à des destructions d'au moins deux manières. Premièrement, les destructions qui accompagnent les activités extractives, qui sont considérées comme le « prix » *duprogrès*. Ces activités fournissent les matériaux nécessaires à la fabrication de produits pour un style de vie *développé et urbain moderne*. Deuxièmement, les destructions du *développement* sont liées à l'impact, par exemple, sur les pratiques et valeurs collectives et traditionnelles, et sur les systèmes de pensée traditionnels reposant sur une sagesse et des savoirs ancestraux. Fondamentalement, le *développement* revient à transformer les gens en consommateurs de produits du marché souvent inaccessibles du monde *développé*.

Ces deux formes de destruction expliquent pourquoi le mécanisme **REDD+ s'inscrit aussi bien dans la logique de *développement*** – qu'il s'agisse d'un commerce de carbone ou d'un mécanisme « basé sur les résultats ». Les projets REDD+ ont envahi les espaces de vie des communautés et détruit diverses formes de vie avec la forêt, ainsi que des systèmes de connaissances et des rituels qui sont en lien avec elles. En transformant le carbone stocké dans les arbres en unités échangeables, les projets REDD+ empêchent les communautés d'accéder à leurs espaces de vie prétendument afin de « protéger » lesdites unités. Les projets REDD+ tentent de transformer les modes de vie en soi-disant « moyens de subsistance durables » en promettant que les membres de la communauté pourront devenir des entrepreneurs et accéder à de nouveaux marchés. REDD+ a ainsi contribué à l'incursion du *développement* dans l'une des dernières régions isolées du monde, les forêts tropicales. (2)

En effet, REDD+ ne vise pas à s'attaquer aux causes profondes de la déforestation, comme les modèles d'investissement, la dette, les politiques macroéconomiques, les flux mondiaux de produits

de base et les relations commerciales au sein d'une économie néolibérale mondialisée. C'est plutôt un bon « partenaire » de *développement*. Il permet de continuer la destruction des forêts chaque fois qu'il est plus rentable d'extraire des minéraux, des métaux, du bois ou d'établir des plantations de palmiers à huile que d'investir dans des crédits carbone. (3) Par conséquent, REDD+, notamment les agences de développement en tant que promoteurs de REDD+, ont plutôt mis l'accent sur les communautés forestières comme si ces dernières étaient les « éléments moteurs de la déforestation ».

La **combinaison du développement et de la conservation** n'est pas nouvelle en Indonésie. Déjà dans les années 90, les agences de développement soutenaient avec enthousiasme les « Projets intégrés de conservation et de développement » (PICD) en Indonésie. Un rapport de la Banque mondiale a même noté que la possibilité d'offrir « un développement économique aux populations rurales pauvres » faisait partie des caractéristiques qui rendaient les PICD « irrésistibles pour les [...] agences de développement ». (4)

Après que les PICD se sont avérés une nouvelle tentative infructueuse de conservation des forêts, le financement du développement en Indonésie s'est précipité avec enthousiasme sur REDD+ et est devenu sa principale source de financement. (5) La promesse de REDD+ était non seulement d'assurer la conservation des forêts, mais aussi de transformer la conservation des forêts en conservation d'unités de carbone. Cette possibilité bénéficie aux entreprises et aux économies du monde *développé*, car ces unités de « carbone stocké » servent de compensations pour perpétuer l'extraction et l'utilisation des combustibles fossiles, qui sont le fondement de la richesse financière du monde *développé*. Elle illustre également la façon dont le *développement* vise fondamentalement à servir l'intérêt du monde soi-disant *développé*.

Cependant, après presque 15 ans, la déforestation est en augmentation dans toutes les principales zones forestières tropicales. À quoi a donc servi tout l'argent consacré aux projets REDD+ « basés sur les résultats », par exemple en Indonésie ? Un récent bilan général de 15 ans de REDD+ voit dans ce mécanisme un exemple typique de « persistance des politiques », c'est-à-dire « la poursuite d'un soutien économique et politique à un mécanisme politique malgré les preuves accablantes de son échec à atteindre ses objectifs déclarés ». L'étude conclut que REDD+ s'est transformé en un mécanisme qui s'inscrit dans une perspective de « développement traditionnel » et qui est « intégré dans l'industrie du développement ». (6) On pourrait dire que REDD+ a notamment eu pour résultat en Indonésie de créer encore une bureaucratie supplémentaire au sein de la structure étatique.

De plus, les milliers de pages de la documentation indonésienne REDD+ n'abordent pas ou très peu les causes profondes de la déforestation. Si un « mauvais aménagement du territoire », une « application inadéquate de la loi », des problèmes de « régime foncier » et une « gestion forestière inefficace » (7) sont mentionnés, d'autres causes beaucoup plus fondamentales sont tout simplement ignorées, notamment la collusion structurelle entre l'État et le secteur privé. Par exemple, un documentaire d'investigation (8) a montré comment le président Widodo et sa famille, son vice-président et d'autres proches collaborateurs sont impliqués dans le secteur de l'exploitation houillère. En outre, 262 parlementaires sur 575 en Indonésie (45 %) sont employés, propriétaires, actionnaires ou PDG de certaines des plus grandes industries extractives et sociétés commerciales du pays. Le problème majeur n'est donc pas que les politiciens subissent des pressions ou acceptent des pots-de-vin des grandes entreprises, mais que les entreprises ont véritablement pris le contrôle de l'appareil gouvernemental.

L'un des symptômes de cette prise de contrôle des entreprises est l'administration du financement REDD+ au sein du gouvernement indonésien. Elle ne relève pas de la responsabilité du ministère de

l'Environnement et des Forêts, comme on pourrait s'y attendre, mais d'une société, PT SMI, créée au sein du ministère des Finances. PT SMI a été créée par la Banque mondiale, la Banque asiatique de développement et le gouvernement indonésien en 2009 pour être « un catalyseur visant à soutenir l'accélération du développement des infrastructures en Indonésie » (9). En particulier après 2017, le portefeuille de SMI consacré aux politiques dites d'« économie verte » s'est principalement focalisé sur les projets énergétiques et les énergies bas-carbone (10). Ces projets ont un lourd impact sur les forêts et les communautés forestières. Par exemple, une nouvelle loi sur l'énergie géothermique (11) permet à SMI de développer environ 60 % des zones de production géothermique potentielles de l'Indonésie dans des « forêts protégées ».

Un autre symptôme de la prise de contrôle des entreprises est la militarisation croissante des forêts, l'intimidation et la répression des militants qui s'opposent à la destruction des forêts afin d'assurer le bon déroulement des activités sur les espaces de vie terrestres et maritimes des communautés. Pendant ce temps, le gouvernement indonésien procède à des changements juridiques, dont certains profitent au secteur minier, tandis que d'autres, notamment la nouvelle loi dite « omnibus », profitent au secteur des entreprises en général. La « loi omnibus » a donné lieu à de grandes manifestations, compte tenu de l'affaiblissement des droits des travailleurs et des réglementations environnementales qu'elle entraîne. (12)

L'approche de la conservation, en tant qu'autre cause fondamentale de la déforestation, est également absente de l'analyse. C'est par exemple le cas lorsque des projets de conservation REDD+ conduisent à expulser de leurs terres – soi-disant pour protéger les forêts « riches en carbone » – des populations qui doivent ensuite trouver un autre endroit pour vivre. Pour couronner le tout, les zones de « conservation de la nature » appartiennent généralement à l'État, ce qui signifie que ce dernier peut à tout moment louer ces zones pour des activités industrielles. L'Indonésie a par le passé souvent accordé des autorisations minières dans les zones protégées. (13) En outre, « l'exploitation forestière durable », une autre composante de REDD+, montre également comment REDD+ peut être un facteur de déforestation, comme cela sera expliqué dans la section suivante.

Les omissions du financement du développement basé sur REDD+

La Norvège est le principal bailleur de fonds REDD+ de l'Indonésie. Lorsque la Norvège a lancé sa stratégie REDD+ en 2007, la ministre du Pétrole et de l'Énergie, Aslaug Haga, était présente. (14) L'impressionnante promesse de 1 milliard USD de la Norvège – dont 55 millions USD ont été récemment versés – au gouvernement indonésien en faveur d'un REDD+ « basé sur les résultats » a été faite via le Fonds pétrolier. Il s'agit d'un fonds de pension basé sur les bénéfices d'**Equinor**, la société pétrolière publique norvégienne, qui a accumulé des actifs de plus de 1 000 milliards USD (15). Cela rend le milliard de dollars promis à l'Indonésie beaucoup moins impressionnant.

Ce que la documentation REDD+ de la Norvège omet de dire, c'est qu'Equinor continue d'extraire du pétrole. La société a ouvert son bureau indonésien à Jakarta en 2007, l'année même où REDD+ a démarré au niveau international lors des négociations de l'ONU sur le climat à Bali. Equinor se concentre en Indonésie sur l'exploration offshore. La compagnie a foré sept puits, dont trois sont depuis entrés en service. Actuellement, ses activités, qu'elle prévoit de développer, sont centrées autour du bassin d'Aru, en Papouasie occidentale. (16) Selon Equinor, 2019 a été une année de « production record » (13,5 milliards de dollars de bénéfices) et la société prévoit d'explorer de nouveaux champs d'extraction dans les années à venir (17).

Si l'Indonésie fait parfois la une des journaux en raison de ses terribles incendies de forêt, les impacts quotidiens de l'extraction massive de pétrole et de gaz par Equinor ou les émissions qui en

résultent ne suscitent pas le même émoi. Aujourd'hui, la compagnie a l'intention de soutenir REDD+ en encourageant les marchés volontaires et en essayant de mettre en place ce qu'elle appelle un marché du carbone « robuste », un moyen facile d'éviter d'assumer la responsabilité de ses propres émissions. (18)

En août 2020, un projet de développement REDD+ indonésien « basé sur les résultats » d'un montant de 103,8 millions USD a été approuvé par le **Fonds vert pour le climat (FVC)**. Comme dans le cas de la Norvège, la contribution du FVC est aussi « basée sur les résultats ». Mais les « résultats » sont issus d'un jeu de « fabrication habile de calculs qui aboutira à un résultat favorable au pays concerné ». C'est le message que plus de 80 organisations ont transmis aux membres du Conseil du FVC, ajoutant qu'un tel financement est honteux en période de déforestation croissante en Indonésie. (19) Selon le gouvernement indonésien, l'argent du FVC sera investi dans les « moyens de subsistance communautaires » et la « durabilité », mais, en même temps, il générera plus d'argent pour sa propre bureaucratie REDD+.

L'accent mis sur la « fourniture de moyens de subsistance durables » aux communautés forestières, comme l'a déclaré le directeur adjoint du FVC, Juan Chang, élargit le champ des interventions néocoloniales sur les territoires forestiers, mais détourne également l'attention des vrais coupables de la déforestation. J. Chang a également déclaré que REDD+ devrait être « une transition vers un développement résilient et à faibles émissions » (20). Mais quel est le rapport entre le « développement à faibles émissions » et REDD+ ?

Économie bas-carbone en Europe : plus de déforestation en Indonésie

Depuis le début, l'une des principales préoccupations de l' **Allemagne, un autre des principaux bailleurs de fonds de REDD+** en Indonésie, qui s'est concentrée sur trois districts du Kalimantan, a été de « favoriser une compréhension du rôle que jouent les forêts dans une *économie verte* » (21), le terme étant juste une autre façon de faire référence à une économie *bas-carbone* ou à un *développement à faibles émissions*.

Dans sa tentative visant à « promouvoir » cette compréhension du *développement à faibles émissions*, le gouvernement allemand affirme que, avec son financement REDD+, il s'agit d'« intégrer les populations locales dans la gestion durable des forêts » (GDF) et que « les entreprises forestières privées reçoivent un soutien pour la certification ». L'exploitation forestière légale en application de la GDF est une composante souvent négligée, mais importante du concept REDD+, et est considérée comme un moyen de combiner conservation et *développement*. C'est également un élément clé du fameux nouveau concept dont REDD+ fait partie depuis peu : **les Solutions fondées sur la nature (SFN)**. Lors de la dernière conférence des Nations Unies sur le climat à Madrid en 2019, pendant un séminaire sur les SFN, Peter Ellis de **The Nature Conservancy** a affirmé que l'exploitation forestière pourrait faire partie de ces « solutions », tandis qu'il est possible de parvenir à une amélioration de « l'exploitation forestière à faible impact » sans réduire la production de bois. (22)

Si les experts des programmes REDD+ admettent que l'exploitation forestière est un facteur important de la déforestation, ils affirment également que pour maintenir les forêts en place, l'objectif n'est pas d'arrêter l'exploitation, mais plutôt de la rendre « légale », « durable » et « communautaire ». Cependant, il existe de plus en plus de preuves des effets destructeurs de la GDF sur les forêts et de l'implication du crime organisé dans des programmes d'exploitation forestière légaux « durables » et certifiés FSC (23). Au lieu de boycotter le bois tropical, le FSC a créé la récente demande du marché pour du bois « durable » et essaie de la développer.

L'Europe est à l'origine de la demande en bois tropicaux « durables » la plus importante, et de loin. L'Association technique internationale des bois tropicaux (ATIBT) soutient qu'« il y a là une marge importante pour augmenter la part de marché des bois tropicaux durables vérifiés », ce qui se traduit par une intensification de l'exploitation forestière. L'Allemagne, le pays qui héberge le Secrétariat international du FSC, achète 32,5 % de bois tropicaux « durables » (24). En 2008, l'Indonésie était le troisième exportateur de bois « durable » vers l'UE. (25)

L'**Union européenne**, pour sa part, entend conduire les efforts mondiaux vers une économie bas-carbone. Lors de son discours sur « l'état de l'Union européenne » de 2020, et en référence aux impacts économiques de la pandémie de Covid-19, Ursula von der Leyen, la présidente de l'UE, a annoncé que l'objectif 2030 pour la réduction des émissions de [carbone] passerait de 40 % à au moins 55 %. Elle a également annoncé la création d'« 1 million de bornes de recharge électrique » et que l'Europe deviendrait « le premier continent climatiquement neutre ». La transition vers une « économie verte » fait apparemment partie intégrante de la manière dont l'UE envisage de favoriser la reprise économique après la pandémie. (26)

Néanmoins, les ambitions de l'Europe nécessiteront davantage de minéraux, de métaux et de métaux rares pour produire les batteries, les voitures électriques, les bornes de recharge, les éoliennes, les panneaux solaires, l'énergie géothermique, etc. Si la Chine possède la plupart des réserves mondiales connues de métaux rares, l'Indonésie fait partie des pays possédant les gisements les plus précieux ; par conséquent, on s'attend à une ruée sur les minéraux et les métaux dans ce dernier pays dans les années à venir. L'Indonésie est également connue pour avoir le plus grand potentiel d'énergie géothermique au monde. Ces nouveaux marchés, qui représentent des milliards de dollars en ressources « énergétiques vertes », entraîneront une pression croissante et énorme sur les forêts, les paysages aquatiques, les terres arables et les communautés paysannes et dépendantes des forêts. (27)

Le plus grand bailleur de fonds REDD+ au monde, la Norvège, est le pays qui possède proportionnellement le plus de voitures électriques au monde : une voiture neuve sur deux achetée en Norvège est électrique. Ainsi, alors qu'Equinor poursuit l'extraction de pétrole ailleurs, en Norvège, d'ici 2025, toutes les voitures neuves vendues devront être « zéro émission ». (28)

Outre qu'il a approuvé le financement REDD+ pour l'Indonésie, le Fonds vert pour le climat a également approuvé en 2018 un projet de 10 ans du gouvernement indonésien – via PT SMI – visant à développer l'énergie géothermique. (29) Le gouvernement allemand, aux côtés de son homologue britannique, a apporté une assistance technique au gouvernement indonésien pour élaborer sa « feuille de route de *développement bas-carbone* » dont la géothermie est un pilier fondamental. (30) Par le biais de la **banque de développement KfW** du pays – l'un des principaux bailleurs de fonds REDD+ dans le monde – l'Allemagne a investi 2,3 milliards USD dans l'énergie géothermique en Indonésie (31). Selon un porte-parole de la KfW, « des opportunités commerciales potentielles existent également pour les entreprises allemandes ». (32)

En Indonésie, l'exploitation géothermique a empiété sur les espaces vitaux des populations et envahi les zones protégées. Selon un villageois confronté à un projet d'énergie géothermique : « *Si l'exploration et l'exploitation de la géothermie détruisent nos terres, nos points d'eau, notre air et nos moyens de subsistance, comment cette énergie peut-elle être qualifiée d'énergie « propre » ? « Propre » pour qui ?* » (33)

Remarques de conclusion

De nos jours, les agences de développement, les initiatives et les fonds, en particulier européens, poussent à une stratégie qui vise à ce qu'ils appellent un *développement* « propre », « vert », « bas carbone », sans renoncer à ce sur quoi repose leur richesse financière : l'extraction et la combustion des énergies fossiles. REDD+ est un élément essentiel, non moins dangereux, de cette stratégie, en particulier dans la manière dont il est utilisé par les gouvernements de Norvège et d'Allemagne, en tandem avec le gouvernement indonésien, comme écran de fumée pour se présenter comme des sauveurs du climat, des forêts et de leurs habitants.

De plus, le gouvernement indonésien fait actuellement de REDD+ l'un de ses principaux arguments pour contrer les critiques sur la « loi omnibus ». En réponse à une lettre de 36 investisseurs internationaux critiquant la loi en raison de l'augmentation attendue de la déforestation si elle entre en vigueur, le ministre indonésien de l'Environnement a écrit que le fait que le FVC et la Norvège aient approuvé les paiements REDD+ « basés sur les résultats » traduit son succès [de l'Indonésie] dans la réduction de la déforestation et de la dégradation des forêts, tel qu'évalué par une équipe indépendante nommée par le FVC et la Norvège ». (34) « Indépendante » pour qui ?

Winnie Overbeek, winnie@wrm.org.uy
Membre du secrétariat international du WRM

[Cet article est également disponible en Bahasa Indonesia](#)

0. *REDD a été le principal mécanisme international de politique forestière depuis 2005, et a également été un concept constamment redéfini depuis son introduction : de REDD à REDD + (intégrant la **gestion durable des forêts**, le **reboisement** et les **aires protégées**), puis à REDD+ paysager et juridictionnel, et à l'heure actuelle à REDD+ « basé sur les résultats ».* Dans le cas du mécanisme REDD+ « basé sur les résultats », la seule différence avec REDD+ basé sur le commerce du carbone est que les crédits carbone ne sont pas vendus à un acheteur qui compense alors sa pollution. Dans le cadre des projets REDD « basés sur les résultats », cependant, la même « comptabilité carbone » est entreprise afin de savoir quelle quantité de carbone est censée être stockée dans la forêt, pour servir de base aux paiements. Le mécanisme REDD+ « basé sur les résultats » continue également d'imputer la responsabilité de la déforestation aux activités agricoles des populations forestières en imposant des restrictions sur leur utilisation des forêts. La culture itinérante, la cueillette et d'autres activités de subsistance sont généralement interdites, ces restrictions étant régulièrement appliquées avec le soutien de gardes armés. La destruction des forêts par les entreprises, quant à elle, se poursuit sans entrave (pour plus d'informations, voir [Quels rapports y a-t-il entre les forêts, le changement climatique, le marché du carbone et REDD+ ? Un manuel pour les militants communautaires](#) (WRM, 2017))
0. En refusant tout contact avec le monde extérieur, la centaine de groupes de peuples autochtones isolés en Amazonie, sont probablement les derniers à résister à leur intégration dans le monde *développé*.
0. REDD-Monitor, [Guest Post: Forests, carbon markets, and capitalism. How deforestation in Indonesia became a geo-political hornet's nest](#), 2020
0. Scott Guggenheim, [Investing in Biodiversity: A Review of Indonesia's Integrated Conservation and Development Project](#), Research Gate, 1998
0. REDD-Monitor, [Why REDD's not dead, despite its "dismal track-record"](#), 2020
0. Idem
0. CIFOR et ICEL, [The context of REDD+ in Indonesia. Drivers, agents and institutions](#), 2012
0. [Sexy Killers](#), documentaire.
0. The World Bank, [PT SMI Supports Sustainable Development by Issuing the First Corporate](#)

[Green Bond in Indonesia](#), 2018

- 0. Par exemple, PT SMI a signé un accord avec le Fonds vert pour le climat qui permet techniquement à SMI de lever des fonds pour le compte des investisseurs dans les « infrastructures vertes », dont 14 partenaires stratégiques en particulier, ainsi que des agences de développement : Groupe de la Banque mondiale, PNUD, Secrétariat d'État suisse à l'économie, Programme d'aide de la Nouvelle-Zélande, KfW (Banque allemande de développement), FEM (Fonds mondial pour l'environnement), Fonds vert pour le climat, CTF (Clean Technology Fund), CPI (Climate Policy Initiative), CDIA (Initiative de développement des villes pour l'Asie), CICERO (Groupe de la Banque mondiale), AIIB (Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures), AFD (Agence française de développement), BAD (Banque asiatique de développement). [Voir également sur l'implication de la Banque mondiale dans l'énergie géothermique en Indonésie, ici.](#)
- 0. Nouvelle loi d'Indonésie sur la géothermie, n° 21/2014
- 0. Bulletin WRM 250, [Indonésie : Comment la pandémie renforce l'immunité pour l'oligarchie des sociétés minières et ouvre la voie à une nouvelle dictature](#), 2020
- 0. Bulletin WRM 251, [La route qui menace de détruire la forêt « protégée » de Harapan dans le sud de Sumatra, en Indonésie](#), 2020
- 0. REDD-Monitor, [Norway's oil industry has been right behind REDD from the start](#), 2018
- 0. [Government Pension Fund of Norway](#)
- 0. Equinor, [Regional Review of Statoil's Indonesian Exploration Portfolio and Upside](#), 2018
- 0. Equinor, [Equinor fourth quarter 2019 and year end results](#), 2020
- 0. REDD-Monitor, [Norwegian oil giant Equinor's plans to burn the planet and buy REDD offsets praised by UNFCCC executive secretary Patricia Espinosa](#), 2018
- 0. WRM, [The Green Climate Fund \(GCF\) must say No to more REDD+ funding requests](#), 2020
- 0. Mongabay, [In the battle to save forests, a make-or-break moment for REDD+](#), 2020
- 0. German Federal Ministry for Economic Cooperation and Development, [REDD+: Protecting forests and climate for sustainable development](#), 2015
- 0. Bulletin WRM 247, [Un nouveau nom pour une diversion bien connue : les solutions fondées sur la nature sont les nouveaux REDD](#), 2020
- 0. FSC-Watch, [New documentary slams FSC: "The eco-label could not slow down the forest industry"](#)
- 0. Atibt, [28.5% of natural tropical timber is sustainable in Europe](#), 2019
- 0. Eurostat, [Wood products -production and trade](#), 2020
- 0. [Le discours sur l'état de l'Union de la Présidente von der Leyen](#) : tracer la voie pour sortir de la crise du coronavirus et choisir notre avenir, 2020
- 0. Aljazeera, [The Dark Side of Green Energy](#), 2020
- 0. Idem
- 0. GCF, [Indonesia Geothermal Resource Risk Mitigation Project](#), 2018
- 0. UN, [PAGE to support Indonesia low-carbon development path](#), 2019
- 0. Think Geoenergy, [KfW offering \\$2.3 bn in loans for renewable energy projects in Indonesia](#), 2015
- 0. DW, Indonesia, [Germany team on geothermal energy](#), 2012
- 0. Bulletin WRM 244, [Indonésie : La sombre réalité derrière l'énergie géothermique : Un discours trompeur sur « l'énergie propre »](#)
- 0. Minister of Environment and Forestry of the Republic of Indonesia, [Open Letter](#), 2020

